

République française
Département du Tarn

BUREAU CTÉ DE CNES DU HAUT-LANGUEDOC
5 rue de l'Artisanat - LACAUNE

**Délibération relative à Mise en place de l'annualisation du temps de travail du service enfance
jeunesse**

Séance du 09 décembre 2024
Délibération n°DBC_2024_081

<u>Nombre de conseillers</u>
En exercice : 20
Présents : 14
Absents :
- dont suppléés : 0
- dont représentés : 1
Votants : 15
- dont « pour » : 15
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 09 décembre 2024 à 16 h 30, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc, convoqué le 26 novembre 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à LACAUNE.

Présents : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Pierre BAILLY, Evelyne BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Isabelle CALVET, Francis CROS, Pierre ESCANDE, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Daniel VIDAL

Représentés : Michel FARENC par Marie-José BROUSSE

Excusés : Alain BARTHES, Jacques CALVET, Marie CASARES, Denis MAFFRE, Vincent VIDAL

Secrétaire de séance : Robert BOUSQUET

Objet : Mise en place de l'annualisation du temps de travail du service enfance jeunesse

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2024,

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_081-DE

Le Président rappelle que :

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par le bureau communautaire, après avis du comité social territorial (article L. 611-2 du code général de la fonction publique territoriale). Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail (article 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 précité).

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Le Président rappelle en outre que l'annualisation du temps de travail est une pratique utilisée pour des services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

L'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Le Président propose que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, et afin de répondre aux mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer pour le poste d'animateur/animatrice enfance jeunesse des cycles de travail annualisés.

Ces cycles se dérouleront ainsi :

- Période scolaire :
 - o 1 semaine à 26h30
 - o 1 semaine à 36 heures
- Période des petites vacances scolaire
 - o 1 semaine à 47 heures
 - o 1 semaine à 41h30
- Période des vacances d'été
 - o Les semaines des chantiers loisirs jeunes à 48 heures
 - o Les semaines des séjours lors des chantiers loisirs jeunes à 62 heures dans le respect de la délibération n° DBC 2024_040 du 23 mai 2024 instaurant un régime d'équivalence lors des séjours en camp avec nuitées

AGEDI
Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 10/12/2024
081-200066553-20241209-DBC_2024_081-DE

Entendu le rapport du Président,

Le Bureau communautaire,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

- **Article 1** : Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, le poste d'animateur/animatrice enfance jeunesse est soumis à un cycle de travail annualisé tel que défini ci-dessus.
- **Article 2** : Les agents publics relevant d'un cycle annualisé restent soumis de plein droit à l'ensemble des droits et obligations des agents publics, tels que définis notamment par le code général de la fonction publique.
- D'autoriser Monsieur le Président à signer toutes pièces afférentes à cette décision.

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – Robert BOUSQUET

Le Président – Daniel VIDAL



Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture
le 10 / 12 / 2024
et publié ou notifié
le 10 / 12 / 2024

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_081-DE